

Éléments de stratégie S'organiser ou se faire organiser

Fernan Carrière

Volume 3, Number 12, October 1980

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/43786ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Théâtre Action

ISSN

0227-227X (print)

1923-2381 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Carrière, F. (1980). Éléments de stratégie : s'organiser ou se faire organiser. *Liaison*, 3(12), 8-10.

éléments de stratégie

s'organiser ou se faire organiser

par Fernan Carrière

**Je n'ai pas de secret
je ne suis ni magicien, ni
sorcier
je ne suis qu'un ouvrier
du dire**

**Mes yeux sont pareils
aux vôtres
Mes mains aussi.**

J. M. Dalpé (1)

"Nous (les commerçants, les gérants) avons tendance à considérer les artistes comme des rêveurs." Jean-Baptiste Allie admettait ses préjugés et reconnaissait qu'il ne connaissait pas les artistes. Le président de la Fédération des Caisses populaires de l'Ontario était prêt à encourager les Caisses locales à s'impliquer dans l'évolution de la culture en Ontario français, mais n'était pourtant pas prêt à embarquer la Fédération dans un programme de développement culturel.

De l'autre côté de la médaille — ou du trente sous, si l'on veut — Jacques Jolicoeur déclarait qu'il n'était pas prêt à accepter des gens d'affaires sur le conseil d'administration de sa troupe, le "Théâtre d'la Corvée". Il était prêt cependant à prendre au mot l'invitation de Richard Quesnel, gérant d'une Caisse de l'Ottawa métropolitain, de rencontrer les administrateurs et les gérants des Caisses Pop: "Venez nous voir, nous ne vous connaissons pas... Nous ne savons pas ce que vous faites."

On se craint mutuellement. On se méfie l'un de l'autre. L'incompréhension entre la communauté d'affaires et la communauté artistique ontarioise n'était nulle part plus manifeste qu'au Forum Contact, le samedi 20 septembre dernier, dans le cadre du CONTACT 80, à Ottawa.

Le problème avait pourtant été clairement, même très simplement exprimé: l'expansion du théâtre ontariois est plus rapide que l'augmentation des subventions gouvernementales. On pourrait en dire autant des autres formes d'expression artistique: le cinéma vis-à-

vis l'ONF, l'édition vis-à-vis du Conseil des Arts de l'Ontario, etc...

Le FORUM-CONTACT nous a démontré l'étendue du trait d'union qui sépare les deux secteurs de notre communauté. Il aurait peut-être été préférable d'inviter un autre intervenant que M. Quesnel pour témoigner de son manque d'implication dans le milieu. L'expérience de la Caisse de Welland aurait pu révéler qu'il existe une caisse qui s'est impliquée à sa façon dans l'animation culturelle de son milieu.

RAFFERMIR LES LIENS

C'est avec résignation qu'on accepte parmi les créateurs l'intervention prochaine du secteur privé dans le financement des activités culturelles. Ce même secteur privé, qui proteste trop souvent contre l'augmentation des dépenses gouvernementales, devra compenser pour le manque à gagner, surtout sur le plan du développement culturel.

Cependant, il nous faudra aussi prendre conscience des pouvoirs de développement culturel que nous contrôlons déjà, en apprenant à les utiliser de façon plus cohérente. Prenons pour exemple la publication prochaine d'une anthologie de textes ontariois. La controverse qui s'amorce — au moment où j'écris ces lignes — entre le Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques et la maison d'édition Prise de Parole témoigne de la problématique de la croissance culturelle ontarioise. Encore ici, il s'agit d'une prise insuffisante de conscience de notre potentiel de croissance.

On prend trop souvent pour acquis que le travail de créateur en est un d'amateur: un passe-temps quoi! Il faudra bien se rendre compte que le créateur ne vit pas de l'air du temps et qu'il aspire à devenir professionnel. On se doit donc de comprendre les frustrations de l'écrivain à qui l'on demande de céder gratuitement ses droits d'auteur pour la publication d'une anthologie, surtout lorsqu'on se propose de publier cette anthologie chez Fides, à Montréal. Aussi bien choisir de se faire éditer à Montréal plutôt qu'à Sudbury.

Pourtant, si l'on confiait à Prise de Parole des travaux d'édition scolaire, ce serait là une activité qui pourrait rentabiliser cette maison d'édition, tout en créant de l'emploi ici-même en Ontario. Cela réduirait la dépendance de Prise de Parole vis-à-vis des subventions gouvernementales directes. Encore, faudrait-il que Prise de Parole se dote d'une structure administrative et se professionnalise de telle sorte à entreprendre de tels travaux, si telle est leur intention.

Le rapport Savard avait souligné l'interrelation entre les divers métiers et média d'expression artistique (2). La télévision d'une part, le cinéma de l'autre part pourraient offrir des possibilités accrues d'expression pour des écrivains (dramaturges-scénaristes), des comédiens, des musiciens... en plus des techniciens. Le cinéma fait face, lui aussi, à des contraintes financières par rapport à sa capacité de production. L'expérience de Théâtre-Vision nous démontre que nous devons mieux baliser la planification et la coordination de programmes de coopération entre les média du théâtre, du cinéma et de la télévision provinciale.

Encore ici, tenons-nous en au secteur de la production audio-visuelle de nature éducative — au sens restreint (soit institutionnel) et large du terme (éducation populaire). Il n'est pas certain que nos réalisateurs y soient intéressés, encore que nous ne possédons pas les infrastructures organisationnelles ou financières pour le prendre en main. Pourtant, il y a là un secteur important de production qui soutiendrait une activité parallèle de production d'un cinéma de divertissement ou de recherche. Nous avons pourtant la structure (Cinésources-10) mais non pas l'organisation.

LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

On répète constamment que nous avons des problèmes d'information. Il est vrai que s'il y a eu une croissance importante de l'activité créatrice ontarioise depuis une, deux, cinq années, celle-ci demeure

encore peu connue. C'est que nous n'avons pas encore saisi l'ampleur du champ de communications possible à notre portée. Nous avons trop tendance à envisager notre développement de façon parcellaire. Le théâtre, le cinéma, l'édition, le disque, la télévision, la radio forment un ensemble de média interdépendants; rajoutons à ce réseau celui des centres culturels, des bibliothèques publiques et scolaires, des musées (où nous sommes absents), des festivals...

Nos metteurs-en-scène, nos réalisateurs, nos comédiens, nos techniciens, nos musiciens, nos écrivains, nos artistes-peintres et photographes ont acquis, grâce à une injection de subventions gouvernementales, une certaine expérience et atteindront bientôt une compétence professionnelle. Ils ont trop souvent subventionné eux-mêmes le développement culturel, en acceptant des salaires inférieurs à ce qu'ils pourraient obtenir en s'expatriant ou dans certains cas, en travaillant en anglais. Souvent, ils n'avaient tout simplement pas le choix. Et en cela, leur situation n'est pas tellement différente de celle de leurs collègues, soit québécois, soit anglo-canadiens.

Il nous faudra le reconnaître, la communauté ontarioise des créateurs, des producteurs culturels connaît des difficultés de croissance identiques à l'ensemble de la communauté artistique ontarienne, québécoise ou canadienne: problèmes de financement, d'infrastructures organisationnelles et techniques, de diffusion. Nous sommes plus préoccupés par le rapatriement de notre constitution que par la reprise en main de nos industries culturelles. Tout est concentré dans les grands centres métropolitains, avec peu de ressources pour le développement régional de la culture. En ce sens, nous devons considérer la problématique du développement culturel ontariois à la lumière de la problématique du développement culturel ontarien et canadien. La problématique culturelle ontarioise n'est qu'un reflet local de la problématique culturelle canadienne et québécoise. C'est en prenant conscience de ce cadre que nous devons envisager une stratégie de développement pour notre région dans les années à venir. Il y a un potentiel de croissance.

DISTRIBUTION

Nos salles de projection de cinéma sont contrôlées par des intérêts américains. Nous exportons, d'un bout à l'autre du Canada, \$200 millions de recettes au guichet en 1977, vers Hollywood. Le fait que l'Ontario et le Québec soient devenus

des centres importants de production cinématographiques, à cause des concessions fiscales favorables, ne solutionne en rien nos problèmes. Nous ne produisons pas plus de films vraiment canadiens pour autant, et lorsque même nous en produirions, les trois grandes chaînes de distribution contrôlées toujours nos salles de projections.

Il est possible de créer une entreprise de production cinématographique ontarioise indépendante de l'ONF. Cependant, même en ce faisant, nous aurions un problème de distribution, non pas seulement en Ontario, mais au Québec aussi. Il en est de même du théâtre: nous ne contrôlons pas le C.N.A., d'ailleurs que ce ne serait pas souhaitable; mais il nous faudrait une salle alternative au C.N.A. à Ottawa. Nous avons un problème de diffusion de nos revues, de nos livres, que ce soit dans les bibliothèques ou dans les librairies. Dans une première étape, il nous faudrait créer un réseau de ciné-clubs dans nos centres culturels, nos bibliothèques, nos écoles. Il faudrait y consacrer une plus grande attention, analyser plus profondément la nature des problèmes et être aussi imaginatif dans l'élaboration de solutions que nous l'avons été en développant nos talents de créateurs depuis quelques années. Mais ce n'est plus là le travail des artistes. C'est un travail d'administrateurs, d'organiseurs et de financiers.

LE FINANCEMENT

Si d'une part il nous faudra à l'avenir former et recruter des producteurs, des administrateurs, des entrepreneurs, il nous faudra aussi accorder une plus grande attention au financement de la culture.

Nous le reconnaissons tous: les gouvernements, provincial, fédéral, ou municipaux ont joué et continuent de jouer un grand rôle dans le développement culturel de notre communauté. Si nous nous tournons du côté du secteur privé pour que celui-ci contribue sa part au développement culturel, comme il le fait d'ailleurs dans les sports et autres oeuvres dites "charitables", il ne faudrait pas que ceci serve d'excuse pour un retrait de la part des gouvernements et une réduction de son rôle. Les agences gouvernementales, ONF, T.V. Ontario, Conseils des Arts de l'Ontario et du Canada, Radio-Canada, les ministères provinciaux et fédéraux concernés, devraient mieux se concerter de telle sorte à mieux partager les responsabilités de chacun et à augmenter leur efficacité d'intervention. La communauté artistique devrait en faire autant; elle devrait

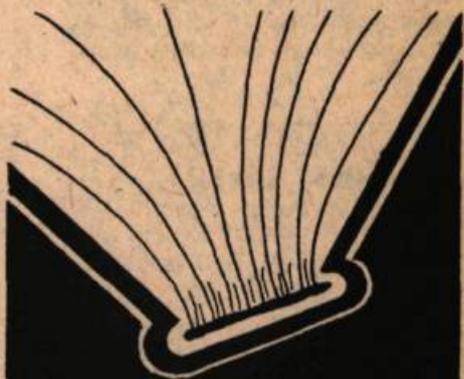


le théâtre du p'tit bonheur

Présente

- 18 octobre
DIVINE SARAH avec
Monique Leyrac
- du 6 au 22 novembre
LES REVENANTS de
Henrik Ibsen, dans une mise
en scène de Roger Michaël
- du 2 au 12 décembre
**COULEUR OU NOIR ET
BLANC** de Sylvie Trudel,
dans une mise en scène de
Louise Nolan

Théâtre du P'tit Bonheur
Cour Adélaïde
57, rue Adélaïde Est
Toronto (Ontario)
(416) 363-4977



**LIBRAIRIE
DUSSAULT Itée**

Vaste choix de livres en
langue française: du
Canada, de France,
de Belgique, etc.

Maryze Poulin

directrice (613)236-2331

Edifice "Union du Canada"
321 rue Dalhousie
Ottawa, Ontario K1N 7G1

articuler de façon cohérente ses besoins et orienter l'action gouvernementale. La communauté artistique, de même que la communauté ontarioise, devraient s'intéresser de beaucoup plus près aux structures de participation communautaires que sont le C.A.R. de l'ONF-Ontario, et les comités consultatifs de programmation de l'OTEO.

Il faudra aussi être créatif dans la structuration financière de nos entreprises culturelles: maison d'édition, Cinésources-10, centres culturels, festivals, troupes de théâtre... L'organisation de campagnes de souscriptions ne constituerait qu'une réponse parcellaire à nos problèmes de financement. Ce sont de véritables entreprises culturelles qu'il nous faut créer, bien structurées financièrement, de telle sorte à ce qu'elles permettent une participation tout autant des investisseurs que des artistes qui y travailleraient. Le modèle des Caisses d'entraide économique, qui sont un succès au Québec, pourrait être adapté à nos besoins. Une telle Caisse pourrait financer les opérations de plusieurs entreprises, dans l'édition, dans le cinéma, dans la production d'émissions de télévision, dans la production de disques, dans le marketing de ces produits, de même que dans l'organisation de festivals, de théâtre d'été, etc... Une adaptation de la structure de la société de mise en valeur de la petite entreprise pourrait aussi servir de modèle, d'autant plus que les concessions fiscales sont intéressantes pour d'éventuels investissements.

...A MOINS DE SE LAISSER FAIRE ORGANISER...

Après avoir travaillé à la prise de conscience d'une identité régionale distincte, la nôtre, l'ontarioise...; après avoir créé un besoin, un marché, un potentiel; après avoir entrevu le potentiel qui est le nôtre... ce serait dommage que d'autres en ramassent les bénéfices. C'est moins le cas du théâtre. C'est le cas cependant du cinéma, du disque, du livre, de la télévision... Si nous ne nous organisons pas pour prendre en main nos affaires, d'autres le feront. Il nous est encore possible de continuer à évoluer de façon collective. Il y a des ressources monétaires, financières, organisationnelles et humaines. Il s'agit de savoir si nous pourrions développer ces ressources de façon collective ou si nous laisserons le champ libre à l'initiative de grands ensembles privés et/ou étrangers. Il faudra tenir compte de la présence d'associations professionnelles et de syndicats dans ce développement de notre culture. Il nous

faudra voir grand: une nouvelle technologie des communications verra le jour au cours de la prochaine décennie — il faut s'y brancher. Nous devons aussi apprendre à nous exprimer non plus de façon narcissique, mais en tenant compte qu'il y a un marché culturel francophone canadien, européen et africain dans un monde de plus en plus relié et interdépendant.

**Et tout le monde parle de son pays
Chacun son petit nombril
Je voudrais faire le tour du monde
Sortir de cet étai
Trouver les mots qu'il faut...**

**André Paiement
"La première fois"
(CANO, Au nord de notre vie)
A & M Records
(SP9028)**

**Oseras-tu prendre en main
Les choses de ta vie
Qui te tiennent à coeur**

**Robert Paquette
"Bleu et blanc"
(Prend celui qui passe)
Kébec Disc (KD-920)**

1. J. M. Dalpé, *Les Murs de nos villages*, Coll. Perce-Neige, Prise de Parole, Sudbury, 1980, p. 19
2. Pierre Savard, Rhéal Beauchamp, Paul Thompson, *Cultiver sa différence*, Conseil des Arts de l'Ontario, Septembre 1979, p. 119.

Fernan Carrière est originaire d'Ottawa. Il est journaliste à l'emploi de Radio-Canada depuis 6 ans, se spécialisant dans l'actualité politique, économique et sociale de l'Ontario. Il est membre du Comité d'Action Régionale de l'ONF en Ontario. Il a donné un cours de télévision communautaire, à l'automne 1979, au Collège Algonquin à Ottawa.



Quelques mots... a propos du C.T.P.

Le Comité du Théâtre Professionnel (C.T.P.) existe depuis juin 1979, il regroupe les deux compagnies, le "Théâtre du Nouvel Ontario", le "Théâtre du P'tit Bonheur", les trois troupes "La Corvée", "Perds Pas l'Nord" et le "Théâtre d'la Vieille 17" ainsi que les autres travailleurs de la scène pigistes franco-ontariens.

C'est à la suite du 6e festival provincial de théâtre franco-ontarien que les professionnels ont senti le besoin de se regrouper pour assurer leur développement et pour faire front commun face à des situations qui menacent ce même développement.

Depuis déjà plusieurs années, les artistes franco-ontariens prennent la parole, une parole de chez nous, qu'elle soit écrite, peinte, chantée, sculptée, photographiée ou autre... les hommes et femmes de théâtre ont toujours été à l'avant-garde de l'expression vivante de notre culture et de notre réalité. Le C.T.P. lance aujourd'hui une campagne de promotion et de sensibilisation pour appuyer cette voix qui est la nôtre.

"Le théâtre de chez nous pour les gens de chez nous".

**Pour communiquer avec le C.T.P., rejoindre Jacques Jolicoeur, président, au Théâtre d'la Corvée (Vanier) ou les trois autres membres de l'exécutif Jean-Guy Roy, au Théâtre du P'tit Bonheur (Toronto)
Robert Marinier (Ottawa)
Robert Paquette (Toronto)**